

• suite de la page 9

## PROMOTION BILATÉRALE DES DROITS DE LA PERSONNE

Le Canada fait activement la promotion des droits de la personne dans les pays où il croit que des améliorations seraient souhaitables. Au cours des deux dernières années, le Canada a entretenu un dialogue avec la Chine, l'Indonésie et Cuba sur la question des droits de la personne et il collabore avec ces pays dans un certain nombre de domaines. Nous commençons à constater qu'il y a des avantages à maintenir cet engagement.

### CUBA

- La déclaration conjointe signée avec Cuba l'an dernier traite d'un certain nombre d'enjeux économiques, politiques, judiciaires et sociaux, et il y est expressément fait mention des droits de la personne.
- Depuis, nous avons entretenu un dialogue avec Cuba, notamment par le biais de forums portant spécialement sur les droits des femmes et des enfants ainsi que de discussions sur le rôle des organisations non gouvernementales. La libération de plusieurs centaines de prisonniers politiques est un signe que Cuba prend des mesures pour s'ouvrir davantage.

### INDONÉSIE

- L'an dernier, lors de la rencontre entre le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, et son homologue indonésien, il a été convenu que les deux pays coopéreraient sur des questions liées aux droits de la personne et au bon gouvernement. Le Canada est le seul pays ayant une commission des droits de la personne qui compte un programme officiel de coopération avec la Commission des droits de la personne de l'Indonésie, un organisme bien établi qui a critiqué ouvertement le gouvernement indonésien. Des parlementaires canadiens se sont rendus en Indonésie pour y observer la situation de première main.



photo : John Rodsted

### CHINE

- L'an dernier, lorsque le premier ministre Chrétien a rencontré le président de la Chine, les deux dirigeants ont convenu d'être les hôtes d'un forum sur les droits de la personne. Ce forum, au cours duquel des discussions franches ont eu lieu, a été tenu plus tôt cette année en Colombie-Britannique. Des observateurs de plusieurs États asiatiques avoisinant la Chine y ont également participé. Un autre forum devrait avoir lieu cette année en novembre. Certains signes donnent à penser que la Chine réagit positivement au dialogue permanent avec le Canada et d'autres nations. Cette année, par exemple, elle a accepté de signer la Convention de l'ONU sur les droits civils et politiques, elle a libéré deux dissidents bien connus et elle a permis la visite de grands défenseurs des droits de la personne, comme la haut commissaire de l'ONU aux Droits de l'homme, M<sup>me</sup> Mary Robinson.

### LE TRAVAIL DES ENFANTS

- Le Canada appuie sans réserve l'action de l'Organisation internationale du travail en vue de faire adopter en 1999 une nouvelle convention qui abolirait les formes les plus préjudiciables du travail des enfants.
- L'an dernier, le ministre Axworthy a annoncé la création du Fonds de lutte contre l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine pour appuyer des initiatives du secteur privé canadien destinées à contrer l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine au plan international. L'information sur le financement des projets est disponible sur le site Internet du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international ([www.dfait-maeci.gc.ca](http://www.dfait-maeci.gc.ca)); cliquez sur la rubrique « Questions sociales » dans le groupe « La politique ».

## LES ENFANTS TOUCHÉS PAR LA GUERRE

L'exploitation d'enfants-soldats englobe le grand nombre de garçons et de filles qui servent dans des armées et des groupes rebelles comme cuisiniers, porteurs, messagers, espions, manœuvres et esclaves sexuels.

- En avril 1998, à la suite de réunions avec le représentant spécial de l'ONU chargé d'examiner les répercussions des conflits armés sur les enfants, M. Olara Otunnu, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et l'Agence canadienne de développement international ont annoncé que le Canada apporterait son aide à quatre projets, d'une valeur de 650 000 \$, visant à éliminer le recours aux enfants-soldats. Par exemple, des projets dans le Nord de l'Ouganda et au Libéria visent à mettre fin aux enlèvements d'enfants par des soldats rebelles, à appuyer les démarches pour obtenir la libération des enfants enlevés, et à faciliter le repérage et la réinstallation des enfants qui ont réussi à échapper à la captivité.



photo : John Rodsted

## N O V E M B R E

### Du 23 au 27

#### NOVEMBRE

Visite officielle au Canada de la haute commissaire de l'ONU aux Droits de l'homme et ex-présidente de l'Irlande, M<sup>me</sup> Mary Robinson. M<sup>me</sup> Robinson participera à diverses activités qui se dérouleront un peu partout au Canada pour souligner le 50<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Sa visite servira à mettre en relief l'engagement du Canada à l'endroit du programme des droits humains de l'ONU et l'importance que nous attachons au message central de la Déclaration universelle des droits de l'homme — des droits pour tous.

### Du 26 au 29

#### NOVEMBRE

Conférence internationale : « Droits universels et valeurs humaines : un plan pour la paix, la justice et la liberté », Sheraton Grande Hotel, Edmonton (Alberta). Parrainée par la section de l'Ouest de la Fondation canadienne des droits humains et appuyée par le MAECI, cette conférence aura comme conférencier principal la haute commissaire de l'ONU aux Droits de l'homme, M<sup>me</sup> Mary Robinson. Pour plus d'information, veuillez composer le (403) 453-2638 ou vous informer par courrier électronique : [hrc@tnc.com](mailto:hrc@tnc.com)

## O C T O B R E

### Du 2 au 4 octobre

Conférence : « Le trait d'union entre le national et l'international : Les droits de la personne au XXI<sup>e</sup> siècle », Faculté de droit, Université de Toronto, Toronto (Ontario). Le MAECI a appuyé l'organisation de la conférence.

### Du 8 au 10 octobre

Atelier : « Les droits économiques, sociaux et culturels 50 ans après l'adoption de la Déclaration universelle », Faculté de droit, Université de la Colombie-Britannique, Vancouver (C.-B.). Le MAECI a appuyé la participation de spécialistes internationaux des droits de la personne à l'atelier.